

VILLE DE SAINT ROMAIN DE COLBOSC
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 09 avril 2026

Convoqué le : 3 avril 2026

Nombre de Conseillers en exercice : 27

Nombre de présents : 24

Nombre de votants : 27

L'an deux mille vingt-six, le neuf avril, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de SAINT ROMAIN DE COLBOSC, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil municipal, à la mairie, sous la présidence de Madame le Maire.

Conformément à l'article L.2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été publique.

Etaient présents : Mmes EUDIER et STIL, M. COURSEAUX, Mme MAILLARD, MM. COMBE, DELCROIX et LACAILLE, Mme ROUX, M. SORET, Mme BEAUJOUAN, M. HERLAKIAN, Mme COUCHE, MM. FAVENNEC et ALLORY, Mme LEBRUN, M. PAUMIER, Mme TANGUY, M. SAINT-MARTIN, Mme PEIGNEY, M. FERRE, Mme LASNON, M. CORDEAUX, Mme VARNIERE et M. HAUGUEL

Était excusée : Mme LEROY (pouvoir donné à Mme EUDIER), Mme MONNAIE (pouvoir donné à M. COURSEAUX) et Mme BESLOUIN (pouvoir donné à Mme STIL)

formant la majorité des membres en exercice.

Madame STIL a été élue secrétaire.

Délibération n°46/2026 – Délibération relative à la création au tableau des effectifs d'un emploi permanent - cadre d'emploi d'adjoint technique à temps complet – agent polyvalent

A la demande de Madame Le Maire, Madame Carole STIL, adjointe en charge des ressources humaines, des finances, de l'animation, de la communication, de la vie associative, du développement économique local et de la santé, présente le dossier.

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité territoriale sont créés par l'organe délibérante.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Il est précisé que cette délibération n'est pas soumise à l'avis préalable du comité social territorial compétent.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- Le grade ou le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- La catégorie hiérarchique (A-B ou C) dont l'emploi relève.
- La durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures pour un emploi à temps non complet.

Suite au départ en retraite d'un agent au début du mois de juin, la collectivité souhaite lancer le recrutement d'un agent polyvalent qui sera affecté dans les équipes en fonction des périodes et des missions demandées.

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emploi des adjoints technique, au grade d'adjoint technique – adjoint technique principal de 2^{ème} et 1^{ère} classe, relevant de la catégorie C.

Conformément à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, les emplois permanents des collectivités sont occupés par les fonctionnaires. Toutefois, dans l'hypothèse d'un recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions proposées pourront être exercées par un contractuel sur le fondement et dans les conditions fixées à l'article L332-14.

La rémunération et le déroulement de carrière correspondront pour ce poste au cadre d'emploi concerné.

L'agent percevra le régime indemnitaire prévu par la délibération adoptée par l'assemblée délibérante de la collectivité pour l'exercice des fonctions correspondant au grade de référence qui sera détenu et à l'emploi concerné.

Madame le Maire propose donc au Conseil Municipal de créer un emploi permanent à temps complet du cadre d'emploi des adjoints techniques relevant de la catégorie hiérarchique C à compter du 10 avril 2026.

Dans l'hypothèse de recrutement infructueux de fonctionnaire, cet emploi pourra être occupé par un contractuel sur le fondement et dans les conditions fixées à l'article L332-14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 2024.

Compte tenu de ces éléments d'informations, il est proposé d'adopter la délibération suivante :

VU le code général des collectivités territoriales :

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L 332-14 :

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale notamment ses articles 2 et 34.

CONSIDÉRANT qu'il convient d'assurer une continuité au sein du service technique.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

DECIDE de créer un emploi permanent à temps complet du cadre d'emploi des adjoints techniques aux grades d'adjoint Technique – adjoint technique principal de 2^{ème} classe et de 1^{ère} classe relevant de la catégorie hiérarchique C à compter du 10 avril 2026.

AUTORISE le recrutement sur un emploi permanent d'un agent contractuel, dans l'hypothèse où la vacance d'emploi ne serait pas pourvue par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire pour une durée déterminée maximale d'un an avec une prolongation totale possible de 2 ans si le poste n'a pu être pourvu par un agent titulaire.

AUTORISE Madame le Maire ou son représentant à procéder au recrutement d'un agent qui sera affecté à cet emploi et à signer tous les documents s'y afférent.

DIT QUE les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent recruté seront inscrits au budget.

LE REGISTRE DUMENT SIGNE,
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Maire,


Clotilde EUDIER



La secrétaire,


Carole STIL